Nations Unies E/CN.5/2002/L.6/Add.1

Conseil économique et social

Distr. limitée
20 février 2002
Français
Original: anglais

Commission du développement social
Quarantième session
11-21 février 2002
Point 5 de l'ordre du jour
Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa quarantième session

Projet de rapport

Rapporteur : Mme Anzhela **Korneliouk**

Additif

Chapitre __
Suivi du Sommet mondial pour le développement social et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale

1. La Commission du développement social a examiné le point 3 de son ordre du jour intitulé « Suivi du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : a) thème prioritaire : intégration des politiques sociales et économiques; b) examen des plans et programmes d'action pertinents des organismes des Nations Unies concernant la situation des groupes sociaux », de sa 1re à sa 9e ___ séance, du 11 au 15 ___ février 2002.

2. À la 1re séance, le 11 février, le Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales a fait une déclaration liminaire.

Thème prioritaire : intégration des politiques sociales et économiques

3. La Commission a examiné le point 3 a) de son ordre du jour de la 1re à la 6e ___ séance, du 1er au 13 ___ février.

02-25828 (F) 200202 200202

Table ronde d'experts de haut niveau sur le thème prioritaire : intégration des politiques sociales et économiques

4. À la 2e séance, le 11 février 2002, les participants à la table ronde ci-après ont pris la parole devant la Commission : Mme Roxana Viquez Salazar, Directrice exécutive et Présidente du Conseil d'administration de l'Instituto Mixto de Ayuda Social (IMAS) du Costa Rica; M. Emmanuel Tumusiime Mutebile, Gouverneur de la Banque centrale de la République de l'Ouganda; M. Benedict Clements, chef de division adjoint du Département des finances publiques du Fonds monétaire international; et M. Peter Marris, professeur de sociologie à la Yale University.

5. À la même séance, les représentants du Bénin, du Maroc, du Bangladesh et de l'Algérie ainsi que l'observateur de l'Ouganda et le représentant de l'Organisation internationale du Travail ont fait des observations et posé des questions auxquelles les participants à la table ronde ont répondu.

6. Également à la même séance, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a fait une déclaration.

7. À la 3e séance, le 12 février, des déclarations ont été faites par les représentants du Venezuela (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de l'Espagne (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne ainsi que des États d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et des autres États associés, Chypre, Malte et Turquie), de la Suède, de la Chine, du Maroc, de la République de Corée, de l'Argentine, de la Croatie, d'El Salvador et du Bangladesh.

8. À la même séance, le représentant du Conseil de l'Europe, organisation intergouvernementale, a fait une déclaration.

9. À la 4e séance, le 12 février, les représentants de la Fédération de Russie, du Mexique, de la République tchèque, des États-Unis d'Amérique, de la Thaïlande, du Bélarus, de la République populaire démocratique de Corée et de l'Indonésie ainsi que les observateurs de Cuba et de la Malaisie ont fait des déclarations.

10. À la même séance, le représentant du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a fait une déclaration.

11. Également à la même séance, le représentant de l'Organisation internationale des employeurs, organisation non gouvernementale, a fait une déclaration.

12. À la 5e séance, le 13 février, les représentants du Japon et de la Jamaïque ainsi que l'observateur du Chili ont fait des déclarations.

Exposés présentés par des organismes des Nations Unies

13. À la 5e séance, le 13 février, les représentants d'organismes des Nations Unies ci-après ont présenté des exposés : M. John Langmore, Directeur du Bureau de liaison de l'Organisation internationale du Travail avec l'ONU; M. Jacques Baudot, Coordonnateur du Forum international pour le développement social; M. John Martin, Conseiller principal au Département de la santé et du développement de l'Organisation mondiale de la santé; Mme Judith Edstrom, chef du Secteur du

développement social à la Banque mondiale; et M. Alfatih Hamad, Directeur adjoint du Bureau de liaison de l'UNESCO avec l'ONU.

14. À la même séance, les représentants du Mexique et de l'Algérie ainsi que les observateurs du Chili et du Suriname ont fait des observations et posé des questions auxquelles les représentants des organismes des Nations Unies ont répondu.

Dialogue avec les organisations non gouvernementales

15. À la 5e séance, le 13 février, la Commission a tenu un dialogue avec les organisations non gouvernementales. Des exposés ont été présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après : International Council on Social Welfare, Triglav Circle, Centro di Ricerca e Documentazione Febbraio 74, Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, Society of Catholic Medical Missionaries and Sisters of Loretto, après quoi le représentant du Suriname a fait une déclaration.

16. À la 6e séance, le 13 février, les représentants du Ghana, de la Suisse et de l'Afrique du Sud ainsi que les observateurs du Suriname, du Malawi et du Mali ont fait des déclarations.

Examen des plans et programmes d'action pertinents des organismes des Nations Unies concernant la situation des groupes sociaux

17. La Commission a examiné le point 3 b) de son ordre du jour de la 7e à la 9e ____ séance, les 14, 15 ___ février.

18. À la 7e séance, le 14 février, le Président du Comité préparatoire de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement a fait une déclaration.

19. À la même séance, le Rapporteur spécial de la Commission du développement social sur le suivi de l'application des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés, Bengt Lindqvist, a pris la parole devant la Commission, à la suite de quoi des déclarations ont été faites par les représentants de l'Indonésie, de l'Espagne (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), de l'Algérie, des États-Unis d'Amérique, de la Thaïlande et du Mexique ainsi que les observateurs du Portugal et de Cuba participant au dialogue.

20. À la même séance, les représentants de l'Espagne (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne ainsi que des États d'Europe centrale et orientale associés à l'Union, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, des autres États associés, Chypre, Malte et Turquie, et du Liechtenstein, État membre de l'Association européenne de libre-échange et de l'Espace économique européen), du Mexique et de la Suède ont fait des déclarations.

21. À la même séance, les représentants du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont fait des déclarations.

22. Toujours à la même séance, les représentants des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après ont fait des déclarations : Inclusion International, Union mondiale des aveugles et Fédération mondiale des sourds.

23. À la 8e séance, le 14 février, les représentants des Philippines et de la Chine ont fait des déclarations.

24. À la même séance, les représentants de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ont fait des déclarations.

25. Toujours à la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après : International Council on Alcohol and Addiction, PRODEFA, International Federation for Home Economics et International Society for Traumatic Stress Studies.

26. À la 9e séance, le 15 février, les représentants de la République dominicaine, de l'Équateur, de la Thaïlande, de la Fédération de Russie, de la République de Corée et de l'Argentine, ainsi que les observateurs de l'Inde, de la Malaisie, de la Zambie, du Mali et du Suriname ont fait des déclarations.